

Agriculture
comment décoller ?

Augmenter le niveau de vie des paysans, c'est la préoccupation de tous les pays en développement.

On admet très généralement que le secteur agricole doit être aidé, que l'Etat doit intervenir pour protéger les paysans des variations du climat et de celles des marchés, faute de quoi, manquant de moyens pour faire face aux épreuves, aux périodes difficiles, les paysans abandonnent la terre.

Or au Cambodge les paysans sont 80 % de la population. Les villes seraient bien incapables de leur trouver assez d'emplois.

Pas de contestation possible donc : développer le Cambodge, c'est développer prioritairement le monde rural, pour y maintenir autant que possible l'activité et la population, pour améliorer le niveau de vie des villageois, pour éviter une fracture entre population rurale et population urbaine, et pour créer des exportations, sources de devises.

Tout le monde est d'accord et pourtant, malgré les programmes et les projets depuis bientôt 10 ans des grands bailleurs de fonds, malgré l'activité de quantités d'ONG, on observe que la pauvreté ne diminue pas dans les campagnes, que l'écart se creuse entre ruraux et citadins, que l'agriculture ne décolle pas, qu'elle n'attire pas les investisseurs.

On trouvera dans ce "Spécial Agriculture" le diagnostic d'incontestables experts. On pourra mesurer ainsi la multitude des facteurs qui conditionnent le développement rural, la diversité des solutions envisagées pour augmenter les rendements, accroître les surfaces cultivées, diversifier les productions, protéger, sécuriser et aider les paysans, attirer les investisseurs ...

Micro-crédit, cadastre, associations paysannes, compositions, vaccination, re-création de terrains communaux, grands chantiers à haute intensité de main d'œuvre, ... les remèdes sont là. c.n.

Pour-
1

**SPECIAL
AGRICULTURE**

Non seulement les investissements au Cambodge, qu'ils viennent de l'étranger ou du pays lui-même, sont faibles, mais ils sont en diminution.

Les causes en sont pour une part exogènes : les investisseurs, qui ont été jusqu'à présent en très grande majorité asiatiques, n'ont pas encore tous retrouvé une santé financière suffisante pour investir à l'étranger.

La reprise, bien réelle dans ces pays touchés par la crise asiatique, repose pour une forte part sur la croissance des exportations de produits de haute technologie, alors que ce sont les secteurs d'activité "traditionnels" qui sont susceptibles d'investir au Cambodge.

Pour les Européens, leurs investissements dans cette région du monde, en progrès, sont freinés par la faiblesse de l'euro.

Mais les causes de la faiblesse des investissements sont à chercher aussi au Cambodge même.

Parmi ces causes, on cite le manque de législation, l'insécurité, la faiblesse des infrastructures, le mauvais fonctionnement de la justice, la corruption ...

Concernant la sécurité et la législation, des progrès importants ont été faits. Dans d'autres domaines comme les infrastructures, les progrès sont en vue.

Une faiblesse attire particulièrement l'attention : l'absence de cadastre et de titres fonciers.

L'absence de titres de propriété incontestables est une cause majeure de la faiblesse des investissements concernant de grands surfaces : aménagement de la cité hôtelière à Siem Reap, aménagement touristique de la région de Sihanoukville, par exemple. Mais c'est un frein aussi aux investissements en grand dans l'agriculture et l'agro-

quoi peu d'investissements dans
Agriculture ? - Le problème foncier -
La misère bloque le progrès - Les faiblesses et les forces de l'agriculture cambodgienne - Quelles solutions ? - Où investir ?

business (hévéculture ...). Un frein enfin à l'attribution de micro-crédits aux paysans.

L'absence de titres de propriété affecte en profondeur le monde rural, c'est à dire 80 % de la population du Cambodge. A cause de cette lacune fondamentale, il est victime de toutes sortes d'exactions.

Le phénomène est déjà ancien. Pour en mesurer l'importance, on peut rappeler que ce sont des émeutes paysannes provoquées par des confiscations de terres qui à Samlaut, en 1967, ont marqué le début "officiel" du mouvement khmer rouge.

Voici le récit qu'en fait M.A. Martin ("Le Mal Cambodgien", 1989) :

1967 : Samlaut

"Samlaut (...) constitue la première alerte importante. Les paysans ne voyaient pas d'un bon œil le ramassage du riz par la société nationale Sorapa créée à cet effet pour empêcher le trafic de riz avec les Viet-congs. La confiscation de terrains au détriment des paysans mit le feu aux poudres.

"Le gouvernement décide d'ouvrir une route qui doit suivre la mise en valeur des terres (...) On accorda alors des concessions aux militaires qui songeaient surtout à faire des cultures de rapport tels les fruitiers, à exploiter le bois et les pierres précieuses. Personne ne se soucia de savoir si ces friches étaient disponibles ou non.

"Lorsque les paysans à qui elles appartenaient les réclamèrent, on rejeta leurs demandes car ils n'avaient pas de titres de propriété (...) La propriété, instaurée au Cambodge, co-existait avec le système foncier traditionnel qui régissait encore une partie des terres; la coutume voulait que le roi fut l'unique possesseur du sol, les

paysans en ayant l'usufruit, à la condition de le cultiver. Mais la plupart n'avaient jamais possédé de titre de propriété.

"(...) Au départ, la rébellion a été uniquement l'œuvre des paysans. Ils (...) lèvent bâtons et coupe-coupes contre les militaires qui ont pris leur terres. (...) Invités à rentrer dans leurs villages qu'ils avaient quittés pour pour la forêt, où les khmers rouges du Phnom Vay Chap les avaient accueillis, les paysans furent pris à partie et pourchassés par les militaires tous ceux qui protestaient étaient taxés de communistes, les maisons furent incendiées, les paysans répondirent en brûlant des casernes (...) Beaucoup d'habitants regagnèrent les maquis où ils s'installèrent jusqu'en 1975.

"(...) Les khmers rouges n'avaient rien à voir dans cette insurrection paysanne, même si par la suite ils récupérèrent l'affaire à leur profit en faisant débiter leur action sur le terrain à cette révolte de Samlaut.

"(...) En Ratanakiri, un phénomène analogue fit se dresser les ethnies montagnardes. Le gouvernement réquisitionna une partie de leurs friches pour agrandir la plantation d'hévéas de Labansiek créée en 1960. Cette région était particulièrement sensible parce que le Pathet Lao et le Vietminh y évoluaient depuis plusieurs années et exploitèrent le mécontentement des montagnards (...) Ces événements douloureux pour les montagnards du nord-est faciliteront l'activité des chefs khmers rouges dans les années soixante."

On n'en est pas là bien sûr. Mais l'ancienneté du problème foncier fait bien mesurer la lenteur des progrès dans le monde rural, qu'il s'agisse de la lutte contre la pauvreté ou d'attirer les investisseurs. ■ C.N.



I' agriculture cambodgienne



SOK SIPHANA

Secrétaire d'Etat au Commerce

Pourquoi si peu d'investissements dans l'Agriculture alors que, tout le monde en est d'accord, elle présente de très fortes potentialités, alors que nos ressources sont là ?

Je suis optimiste, mais à condition de se débarrasser des idées confortables du passé. Pour survivre à la globalisation, il ne faut pas rêver à l'industrialisation. A court et moyen terme, nous devons chercher à augmenter la valeur ajoutée à notre secteur agricole.

trop d'intermédiaires : le riz cambodgien n'est pas compétitif

Nous restons coincés sur les cultures traditionnelles : riz, maïs ... Mais avec la globalisation, et une compétition devenue très forte, ces produits arrivent de l'étranger

sur nos marchés à des prix inférieurs aux nôtres.

Notre riz cambodgien est vendu à Phnom Penh plus cher que le riz malaisien et thaïlandais. Nos paysans travaillent dur, mais malgré cela ils ne gagnent rien. C'est dû au coût des transports, à des dessous de table; il y a trop d'intermédiaires.

Le résultat est que notre riz rendu à Sihanoukville est de 10 \$ plus élevé que le prix international, le soja de 15 \$. Il y a donc très peu d'exportations officielles, mais des exportations clandestines vers le Vietnam et vers la Thaïlande. Je ne vois pas de solution à court terme.

chercher des produits à plus forte valeur ajoutée

L'objectif est donc d'augmenter la valeur ajoutée à

nos produits. Il faut être créatifs, réfléchir aux produits qui ont les meilleurs rendements à l'ha, et à de nouveaux produits. Réfléchir au processing, à la valorisation, à la commercialisation. C'est de cette façon que nous pourrions compenser le coût des intermédiaires.

Ainsi, le soja représente 350 \$ à l'ha, nettement plus que le riz. Il faut penser au tabac, au sésame, ... On pourrait raffiner l'essence de citronnelle, qui se vend 40 dollars le litre ... c'est au ministère de l'Agriculture qu'il revient de faire ces recherches, nous au Commerce, nous nous efforçons de trouver des marchés. Nous allons aider à la création de blocs commerciaux.

Il faudrait aussi mieux exploiter des provinces comme le Rattanakiri.

le problème foncier principal obstacle aux investissements

Le principal obstacle aux investissements dans l'Agriculture est le problème foncier. Il en existe d'autres, mais qui sont gérables.

A cause de ce problème foncier, je ne pousse pas aux grands investissements dans le domaine agricole. Si

l'on veut traiter 1000 ha d'un coup, les paysans s'y opposent.

Il faut plutôt travailler sur la micro-entreprise, et à partir des paysans.

plutôt que de grands investissements, partir des paysans

Il faut aider à la création d'associations de producteurs, en informant les paysans, en les aidant à créer une entité juridique. Il existe un prakas qui va dans ce sens.

le grand défi : communiquer

Le grand défi que nous avons à relever, nous fonctionnaires, c'est de créer la jonction avec le monde paysan, la communication entre administrateurs et administrés. Je considère que c'est là ma plus grande mission : nous devons être convainquants.



Cambodge Nouveau

le lieu où s'informent et se rencontrent le secteur privé et le secteur public, les responsables Cambodgiens et étrangers

Principaux projets en cours dans le secteur agricole

Union Européenne : PRASAC 2 : 39 mio de dollars;

APIP Banque mondiale : 35 mio de dollars;

Banque mondiale : gestion durable des forêts : 5 mio dollars;

BASD : appui agriculture; (2ème tranche projet d'aide au secteur rural micro-crédit, irrigation), barrage de Stung Chinit et MACAC : 10 mio de dollars;

France AFD : 7 projets : héli-culture, soie, crédit rural, hydraulique, irrigation, formation agricole : 15 mio dollars;

Australie AQIP : CIAP, CAEEP : 15 mio dollars;

Allemagne GTZ : filière forêts, développement local à Kompong Thom, aide à l'installation de militaires démobilisés à Kompot, programme foncier-pilote d'enregistrement des terres avec la Finlande;

Suède : hydraulique rurale;

Danemark DANIDA : projet de gestion du littoral, pêches;

Canada ACDI : micro-crédit;

PAM : l'aide alimentaire est considérée comme aide budgétaire;

PNUD, FAO, IFAD : programme SEILA;

ONG diverses : 20 % du total en plus.

On voit que l'agriculture cambodgienne reçoit une aide importante, très diversifiée, de la communauté internationale. Mais les investissements, qu'ils soient cambodgiens ou étrangers, restent faibles.

Faiblesse des investissements dans l'Agriculture

Du 1er août 1994 (création du CDC) au 30 septembre 2000, sur un total de 865 projets d'investissements approuvés par le CIB, 22 projets seulement concernent l'Agriculture. Investissements déclarés cumulés : 44,6 millions de dollars.

Du 1er janvier au 30 septembre 2000, sur un total de 83 projets agréés, 2 seulement concernent l'Agriculture, avec des immobilisations de 3,8 millions de dollars sur un total de 213,2 millions (Confection 71,06;

Tourisme : 62,1; Energie 22,2, etc ...).

Les projets agricoles ne représentent donc **que moins de 10 % du total, en nombre et en immobilisations**, des projets agréés.

Pour ce qui concerne les **prêts bancaires au secteur privé**, la part de l'Agriculture est encore bien plus faible : **3,5 % du total en juin** (mais Services : 27,1 %; Commerce gros et détail 24,6 %, etc ...

(stat. CDC et Banque Nationale).

A PROPOS ...

Le point sur les inondations

Selon le dernier rapport du NCDM (Comité national de gestion des désastres) et de la Croix Rouge cambodgienne, le 26 octobre, les inondations touchent 21 provinces, 3,5 millions de personnes. On a dénombré 330 morts et 873 blessés ou malades. 600 000 ha de rizières ont été inondés, dont 400 000 ha sont détruits. Pour les cultures secondaires : 51 000 ha inondés et 47 000

détruits. 6900 maisons ont été détruites. 2 287 têtes de bétail ont péri, mais les chiffres ne sont pas connus pour toutes les provinces.

L'assistance internationale, soit gouvernementale soit privée, a permis de distribuer (Croix Rouge Cambodgienne, Fédération Internationale de la Croix Rouge et PAM) 13 300 tonnes de riz touchant près de 102 000 familles.

Une évaluation des dégâts et des prévisions sera faite en décembre par le PAM et la FAO.

UE : programme ECHO

L'Union Européenne a créé un fonds d'assistance aux victimes ces inondations de 904 809 \$, qui sera mis en œuvre dans les six mois à travers le Bureau Humanitaire de la Communauté Européenne (ECHO).

Distributions

Il peut y avoir des "biais politiques" dans la distribution de riz aux victimes des inondations, lorsque des personnes privées (députés, sénateurs ...) veulent choisir, ou privilégier certaines

victimes, nous dit J.Y. Lequime, directeur du PAM / WFP au Cambodge. Il n'est pas impossible aussi qu'il y ait quelques "oubliés" des distributions dans des endroits très reculés. Lorsque nous recevons des plaintes, nous conseillons aux plaignants de s'adresser à l'Assemblée nationale. Mais dans l'ensemble ces distributions se passent bien. L'action du gouvernement correspond aux besoins.

Investissements

Pendant les 9 premiers mois de



Regards et réflexions sur l'Agriculture cambodgienne

Un entretien avec C. Chéron
Conseiller au ministère de l'Agriculture

Ce regard panoramique sur l'Agriculture cambodgienne est à considérer comme un premier essai. L'analyse, découlant de premières observations, est susceptible d'évolution, avec l'acquisition de nouvelles connaissances, et une meilleure fiabilité

des informations.

Pour un travail d'administration moderne il faut aller plus loin dans la connaissance, aller au cœur des systèmes, des filières et des logiques, et cette information-là fait cruellement défaut.

Il est indispensable que le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche du Cambodge puisse disposer d'un "tableau de bord" de grande qualité, indispensable à la prise de décisions et à l'action. La FAO y travaille.

L'AGRICULTURE : VUE GENERALE

Les faiblesses

L'Agriculture cambodgienne doit faire face à de très nombreux défis :

Il y a l'immense sinistre résultat de plusieurs décennies de guerre : le sinistre physique et économique (évidents), et le sinistre lié à la perte des savoirs et des solidarités, qu'on qualifierait aujourd'hui de perte de "capital social".

La crise est très profonde : différentes études montrent des revenus ruraux extrêmement faibles, en tous cas bien en dessous du seuil de pauvreté de

référence des Nations Unies de un dollar par jour et par personne.

La contribution de l'Agriculture à la croissance du PNB selon des études récentes du CDRI serait plus faible qu'escomptée, moins de 2 % par an. Cela est très inférieur à la croissance démographique (2,6 %).

La paix est revenue, certes, mais les conditions d'un progrès économique et social significatif restent encore à réunir.

La misère bloque le progrès

Pour un technicien, la solution à cette situation passe par l'intensification et la diversification de la production. Mais cette solution, aussi évidente qu'elle soit, ne se produit pas au Cam-

bodge.

Du fait de leur grande précarité, les paysans doivent faire face à des problèmes quotidiens de vie, voire de survie. Dès qu'un coup dur se pré-sente (souvent un accident de santé), les familles paysannes ont recours à l'endettement ou à la vente du bétail et ensuite de leur terre s'ils en ont. Ils basculent ainsi très vite dans cette nouvelle classe en croissance rapide des "paysans sans terres".

Selon une étude récente de l'OXFAM, le nombre des paysans sans terres augmente de façon inquiétante : de 3 % il y a 15 ans, ils seraient 13 % actuellement, et parfois plus de 30 %.

Dans l'état actuel de grande pauvreté des populations, il est illusoire d'espérer l'adoption rapide d'innovations techniques ou de changements de pratiques par la grande majorité des ruraux.

Au contraire, cette population très pauvre, qui vit en grande majorité sur des exploitations non viables, s'appauvrit encore. La part de l'Agriculture ne représenterait plus 50 % du PNB mais plutôt moins de 40 %. Sa croissance évaluée à 2 % environ seulement ne compense pas l'augmentation de la population (2,7 %).

Une aide très faible ...

Les exploitations agricoles sont insuffisamment capitalisées. Cela voudrait dire qu'on n'a pas suffisamment injecté d'argent en zone rurale pour permettre un redémarrage de l'agriculture. Cela peut paraître

choquant car on a l'impression qu'il y a eu beaucoup de projets au Cambodge, avec beaucoup d'ONG et de bailleurs de fonds. A partir des chiffres cités par *Cambodge Nouveau n° 139* (aide moyenne sur 8 ans = 290 dollars par habitant), et à supposer, compte tenu des consommations intermédiaires, que 10 % seulement de cette aide soit allée aux paysans, cela aurait représenté 19 dollars par an et par exploitation.

Cela n'est pas suffisant pour reconstituer les bases économiques d'une unité agricole productive.

... sans cohérence ...

Les messages que portent les bailleurs de fonds (dits de la "communauté") ne sont pas simples à comprendre pour le paysan qui les reçoit. Il sont soit "économiste", "productiviste", "de filière", "écologiste", "conservationniste", "environnemental", "social", "religieux", etc ...

Il sont aussi sous l'influence de modes très changeantes, car on assiste à une certaine fuite en avant des concepts : après la "bonne gouvernance", et le "poverty alleviation" on a maintenant le "policymix" !

La communauté des bailleurs de fonds est plutôt une juxtaposition d'organismes qui portent chacun leurs propres vision et concepts. Cela on le sait depuis longtemps.

... et sans capacité de proposition

Ce qui est plus préoccupant

Ce qui ne va pas

Très importantes pertes de "capital social" (savoirs faire, solidarités) dues aux décennies de guerre;

Misère générale, les paysans sont bien au-dessous du seuil de pauvreté; la misère bloque le progrès; le nombre des paysans sans terre augmente;

Aide internationale (OI et ONG) trop faible pour provoquer le changement, et sans politique globale; messages changeants;

Administrations trop complexes (4 ministères) et insuffisamment coordonnées;

Capacité d'analyse et de

propositions très faible;

Budget national très insuffisant; fortes consommations intermédiaires;

Sols : mauvaise répartition de la population; les bonnes terres sont très peu exploitées; faibles rendements: 1,8 t de paddy / ha.

Les exploitations sont trop petites pour être viables;

Aucune organisation des marchés : les paysans subissent directement les variations de prix;

Forêts, pêche : la formule d'exploitation par concessions conduit à la destruction de ces grandes richesses.

A PROPOS ...

2000, le CIB a agréé 83 projets d'investissements, pour un total de 213,2 millions de dollars.

Industrie : 73 projets totalisant 130,1 millions de dollars, la Confection venant de très loin en tête avec 71,0 mio de dollars, suivie par l'Energie (22,2);

Tourisme : 6 projets pour 62,1 millions de dollars;

Services : 2 projets pour 17,1 mio;

Agriculture : 2 projets pour 3,8 mio.

Le nombre mensuel moyen des projets agréés est en légère augmentation : 9,2 (moins de 8 pour les 8 premiers mois de 1999). Mais le montant moyen des projets, 2,56 mio de dollars, est inférieur à la moyenne de 1999 (3,64 pour les 8 premiers mois) (cn 139), de sorte que le montant global des investissements agréés continue à diminuer.

La part de l'étranger dans ces investissements est de 81,3 %, la part locale de 18,6 %.

Travail dans la Confection

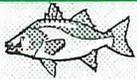
Il n'y a pas de problème concernant le travail des enfants dans la Confection au Cambodge, c'est la conclusion de l'administration américaine, qui estime au contraire que de réels progrès ont été réalisés dans l'observation de la Loi sur le Travail, et vient d'augmenter de 4 % le quota de produits de confection exportés du Cambodge vers les Etats-Unis.

Le CMAC débauche

Face à une crise financière

grave, le CMAC, *Cambodian Mine Action Center* a rendu public le 16 octobre son plan de réduction de personnels. Il touche 1937 personnes. Restent 195 personnes pour assurer la maintenance des sites et pour la direction à Phnom Penh, et environ 700 personnes pour des projets à financement bi-latéral : américain (233), allemand (210), Nations-Unies (99), suédois (73), canadien (78), finlandais (10).

(suite page 6)



l' agriculture cambodgienne



pour le Cambodge c'est l'insuffisance de capacité d'analyse et de propositions adaptées au contexte réel du pays. Ce sont souvent des recettes uniques, des panacées, inadaptées au contexte cambodgien. Face à cela et au bout du compte, il y a fort à parier que le paysan cambodgien ne porte crédit à aucun, avec un grand gaspillage de ressources.

Attention aux effets de l'aide alimentaire

Il faut se poser la question de l'aide alimentaire. Elle est actuellement au Cambodge, pour des raisons tout à fait évidentes, indispensable aux populations sinistrées. Et il faut saluer le travail du PAM.

Elle est mobilisée pour des finalités différentes (installation de populations, urgence, soutien de revenus, constructions avec les populations d'infrastructures économiques et sociales). Mais dans le cas général et en dehors du Cambodge, dans bien des situations, elle a des effets pervers sur le développement de la production agricole et particulièrement sur le fonctionnement du marché.

Il faut se poser en permanence la question de la pertinence du maintien de cette aide alimentaire et revenir dès que possible à un fonctionnement le moins perturbé possible de l'économie

agricole, même si l'on devra toujours apporter un soutien direct ou indirect à l'activité agricole. (suite p. 4)

rect ou indirect à l'activité agricole. Pour cela, il faut recourir le plus souvent possible à l'évaluation, à confier à des consultants réputés pour la qualité de leur expertise et surtout leur indépendance.

Marchés sans régulation

Pour la plupart des produits agricoles (riz, soja, maïs, canne à sucre), il n'existe pratiquement aucune régulation et les paysans cambodgiens subissent en direct les cours en dents de scie des produits. Le paysan cambodgien a ce "privilège" rare d'être en prise directe avec le marché mondial pour plusieurs de ses produits.

Les aspects institutionnels

La part du budget que l'Etat attribue au secteur agricole est très faible : 1,8 % en 1998 selon une étude réalisée par le CDRI. Cela veut dire deux choses :

- que les moyens d'une politique active de soutien du gouvernement royal n'existent pas autrement que par la présence de l'administration;
- que le financement de l'aide à l'agriculture est actuellement quasi en totalité du ressort des organisations étrangères

(organisations internationales et ONG), avec un poids relativement faible de l'administration dans les choix et les décisions. Il faut souligner cependant les efforts budgétaires en faveur de l'Agriculture en 2000 et 2001 (cn 142).

Démembrement et cloisonnement de l'administration

Agriculture, Ministère des Ressources en Eau et de la météorologie, Ministère de l'Environnement, ministère du Développement rural : quel casse-tête pour le paysan, qui doit par lui-même adapter son comportement à tous les messages souvent contradictoires qu'il reçoit, avec aussi en prime le cloisonnement des prérogatives et la difficulté de travailler en équipe.

Les interventions venues de l'extérieur sont comme un patchwork dont les morceaux ne sont même pas cousus ensemble.

Mauvaises formules d'exploitation

Les formules actuelles d'exploitation des forêts et de la pêche *concessions longue durée d'une part et lots par appels d'offres pour deux ans d'autre part* sont très largement critiquées et critiquables.

Les concessions forestières de longue durée sont des sortes d'enclaves dont les concessionnaires prétendent assurer la garde. Les lots de pêche sont attribués par appels d'offre pour exploitation pendant deux ans. Ces formules provoquent une sur-exploitation, un saccage des ressources naturelles et un préjudice grave à l'intérêt général. Le gouvernement semble en avoir pris conscience au plus haut niveau (voir encadré).

Les atouts

Il s'agit d'abord des conditions naturelles:

- une *pluviométrie* qui varie de 1400 mm dans les plaines à 3800 mm dans les montagnes, permettant de satisfaire les besoins d'une saison de cultures.
- *les sols* : il existe de très bons sols au Cambodge. L'inventaire de ceux-ci est connu, mais ce ne sont pas ceux qui sont les plus mis en valeur par les paysans. Ceux-ci occupent en effet généralement les zones plates inondables. Souvent ces sols n'ont pas une bonne fertilité et comme on n'utilise actuellement que très peu d'intrants les rendements sont fai-

bles : 1,8 tonnes de paddy à l'ha.

- *Eau* : le Cambodge n'utilise que 2 % de l'eau qu'il reçoit. L'eau est aussi, on le voit bien en ce moment, une contrainte.

Ce que l'on nomme problème d'irrigation et mauvaise maîtrise de l'eau sont en fait des questions de drainage. Une bonne partie de l'année on ne peut drainer aisément, ou alors il faut pomper, ce qui n'est pas forcément économiquement acceptable. Une solution globale à ces problèmes passe par de grands travaux hydrauliques, mais aussi par des accords internationaux sur le tracé et la finalité des ouvrages.

D'où l'importance de la Commission du Bassin du Mékong comme instance de prise de décision concertée entre les pays concernés.

L'inondation annuelle sans excès apporte aussi au Cambodge des effets bénéfiques par le limonage (on parle de "colmatage" au Cambodge).

La forêt, la pêche

Elles représentent toutes deux une formidable richesse en contribuant, en 1999, à la formation du PNB pour 7,5 %. La bonne méthode de mise en valeur de ces ressources (celle qui permet le renouvellement durable de la ressource) ne semble pas encore avoir été trouvée.

Le potentiel humain

La population rurale du Cambodge, c'est 80 % de la population du pays, et elle est jeune et travailleuse. Certains cadres cambodgiens pensent que cette force de travail pourrait être encore plus mobilisée.

Il faut aussi noter chez les agriculteurs les plus dynamiques une bonne réactivité économique, et une certaine indépendance de décision. Le paysan choisit ses productions en fonction de ce qu'il espère gagner. Il prend ses responsabilités comme un véritable entrepreneur.

Ces paysans "modernes" préfigurent une catégorie de plus en plus nombreuse appelée à jouer un rôle de plus en plus important dans l'économie du pays.

Aide internationale forte

Une aide internationale importante : le secteur rural a une forte capacité de mobilisation de l'aide internationale publique et privée. L'encours du portefeuille de projets doit dépasser les 350 millions de dollars (voir tableau).

Plantations en concession au Cambodge (hors forêts et pêche) juin 1999

Provinces	Nmbre	Surf. Ha	Cultures
Battambang	1	2000	riz
Kampot	6	30 200	noix de cajou, palmiers à huile, hévéas, manioc, dorian et autres.
Koh Kong	6	65 380	palmiers à huile, arbres fruitiers, hévéas, manioc, élevage.
Kompong Cham	8	26 370	Hévéas, noix de cajou, manioc.
Kompong Speu	11	129 696	Yam, canne à sucre, noix de cajou, café, thé, riz et autres.
Kompong Thom	3	24 400	Riz et autres
Mondolkiri	2	20 200	Hévéas, café et autres
Pursat et Kpg Chhnang	3	318 300	Noix de cajou et huile de papaye.
Ratanakiri	3	26 000	Hévéas et palmiers à huile.
Sihanoukville	1	11 000	Palmiers à huile
Stung Treng	1	7 400	Noix de cajou, huile de papaye
Takeo	2	1 550	Riz et noix de cajou
total	47	662 496	



I' agriculture cambodgienne



Potentiel régional

L'ouverture au marché régional : le potentiel est important, mais au stade actuel rien n'a vraiment décollé. Les flux économiques avec la Thaïlande et le Vietnam devraient dans l'immédiat faire l'objet d'attention. L'analyse des flux de produits, des besoins d'infrastructures à l'échelle du bassin du Bas-Mékong comme l'avait fait la mission de l'ADEPTA en avril 2000 était assez pertinente. On manque d'informations sur les débouchés, sur les unités industrielles existantes, sur le fonctionnement des filières avec les pays voisins. Il faut s'intéresser aux espaces que les acteurs ont déjà créés, les espaces dans lesquels évoluent les groupes industriels.

QUELLES SOLUTIONS ENVISAGER ?

La reconquête du marché national.

Les agriculteurs cambodgiens ne bénéficient pas pleinement de quelques marchés urbains puisque sur ces marchés une grande partie des produits agricoles est importée les deuxièmes pour les villes de Phnom Penh et de Siem Reap. La stratégie de développement agricole devrait s'appuyer sur ces espaces économiques et sociaux urbains, "urbains". Il faudrait en quelque sorte "accrocher" le développement agricole aux gîtes de croissance réels que sont les villes. Cela veut dire plus de fluidité physique, plus de communications, plus de commerce, plus de dialogue, plus d'organisation, plus de contrats, et de réglementation. Cela peut se traduire immédiatement en programmes concrets. Il faudra aussi créer de nouvelles instances ou institutions

pour réguler tout cela. "L'économie a besoin d'institutions", dit Stiglitz, un économiste de la Banque mondiale. La ville devra aussi intégrer une part du surplus de la main d'œuvre libérée par la concentration des exploitations, et fournir les équipements, les innovations et la technologie à l'agriculture. Cette option stratégique apporte des retombées bénéfiques pour la paix sociale et l'effacement du clivage profond qui a marqué et marque encore le rapport entre urbains et ruraux au Cambodge.

La reconquête du territoire

La distribution de la population sur le territoire est très inégale : en dehors de Phnom Penh, elle est très concentrée sur les axes routiers et presque exclusivement. Il existe de grandes portions du territoire à mettre ou remettre en valeur. Cela passe par de gros investissements en routes et en équipements. A la faveur des routes forestières, n'aurait-on pas pu étudier des tracés qui auraient pris en compte les besoins de desserte de l'ensemble de la région ? Les zones minées représenteraient entre 200 000 et 300 000 ha. Le rythme actuel de déminage est de 1200 ha par an, et le coût d'un ha déminé est de 7 à 8000 dollars en moyenne. Il faudra plusieurs décennies, et plusieurs dizaines de millions de dollars pour libérer ces espaces et apporter la sécurité aux populations dans ces zones.

La promotion d'une agriculture "duale"

Il s'agit d'une part d'accompagner l'agriculture à caractère familial en s'appuyant sur les éléments les plus dynamiques, pour les amener à exploiter des unités de production viables. Et d'autre part de promouvoir des unités agro-industrielles pouvant produire pour l'exportation et dégager les surplus agro-alimentaires dont le pays a besoin : alimentation des villes, couverture des besoins générés par l'activité touristique en pleine expansion. Ce schéma nécessiterait une action transitoire s'adressant au plus grand nombre. La majorité des exploitations, issues de la répartition des terres effectuée dans les années 80 a une superficie moyenne de 6500 m², inférieure au seuil vital de 0,75 ha de terres indiqué par la FAO. Il faudrait recapitaliser les exploi-

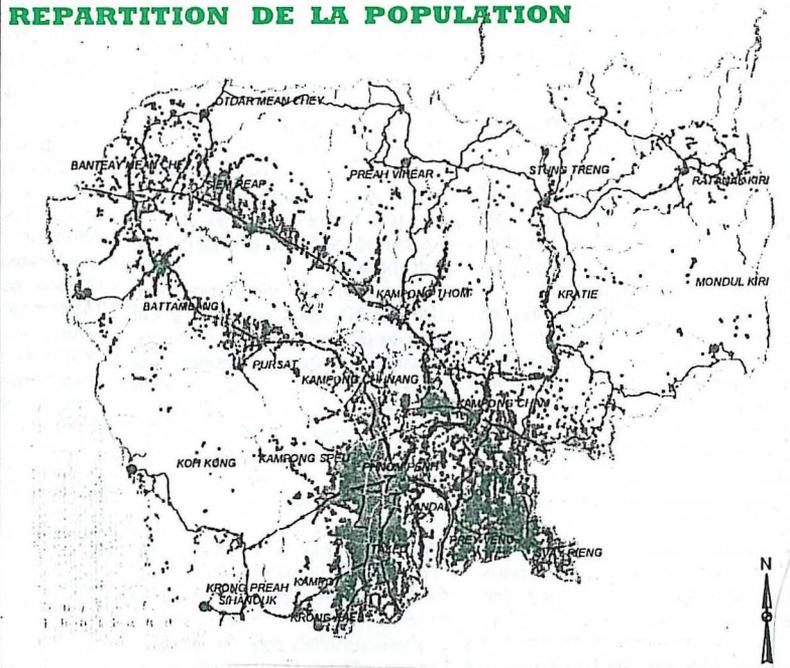
tations pour mettre les ruraux en état de réceptivité technologique; instaurer là où la précarité existe, une aide directe en capital sous forme d'équipements productifs, ou de crédits à moyen terme pour le foncier ou les infrastructures - si les garanties arrivent à se mettre en place, avec des titres notamment.

Au bout du compte, et même avec cet accompagnement social nécessaire pour une bonne décennie, il y aura une diminution de la population rurale, et une tendance à la concentration foncière, déjà très perceptible. Cette première phase devrait permettre de favoriser l'émergence de paysans plus performants qui pourraient à l'avenir intégrer le groupe évoqué plus haut.

Agro-business

En ce qui concerne le développement de l'agro-business,

CAMBODGE REPARTITION DE LA POPULATION



Les remèdes proposés

Reconquête du marché national; substituer les productions locales (légumes...) aux importations; accrocher le développement rural à celui des villes;

Reconquête du territoire national : exploiter les bonnes terres.

Promouvoir une économie "duale" : - accompagner les exploitations familiales; - et promouvoir l'agro-industrie;

phase intermédiaire (10 ans ?)

recapitaliser les exploitations;

Agro-industrie : évaluer des effets du système des concessions; recréer des espaces communaux;

Une loi foncière élargie aux modes d'exploitation des terres;

Une politique foncière rurale qui pourrait comporter des grands chantiers à haute intensité de main d'œuvre;

Promouvoir les organisations rurales et paysannes, qu'elles aient une réelle capacité de négociation et de proposition;

Recréer un domaine public

Tout récemment le Premier ministre s'est nettement déclaré en faveur des groupes spoliés par les abus du système des concessions :

Hévéaculture, le 18 octobre : les directeurs des grandes plantations doivent laisser les exploitants pauvres vendre leur récolte où il leur semble bon, et non les obliger à la leur vendre à des prix trop bas. "Si vous faites cela, je vous démet de vos responsabilités. Vous n'êtes pas un empire dans la ré-

gion, les paysans ne sont pas vos choses".

Hun Sen veut rendre aux paysans pauvres 300 000 ha de concessions hévéicoles inexploitées. Il s'est déclaré favorable à l'exploitation familiale de l'hévéaculture, aidée par des prêts à intérêts faibles.

Pisciculture : Hun Sen avait ordonné le 24 que 5000 ha attribués par lots dans la région de Siem Reap soient rendus au domaine public. Le directeur des Pêches Ly Kim Han, qui avait exprimé des objections, a été démis le 26.



l'agriculture cambodgienne



cela se fait déjà plus ou moins. Il y a 660 000 ha de concessions agricoles concernant l'hévéaculture, les palmiers à huile, les arbres fruitiers, ... Il serait bon de procéder à une évaluation de cette politique de concessions agricoles. Quels impacts pour l'économie locale, régionale, nationale ? Pour ce qu'on appelle les "agrégats macro-économiques" (recettes de l'Etat, exportations, devises, emploi ...) ? Mais aussi pour les effets de proximité : amélioration des services à l'agriculture locale et amélioration de la productivité des paysans.

Oui, il faut privatiser, mais non recréer des monopoles. Il faut un système plus libéral, plus transparent, avec des contrôles. Et il faut réserver des accès libres aux ressources naturelles pour les populations vulnérables.

Pour une politique foncière rurale

Il n'y a pas si longtemps, Jean Delvert disait : "le Cambodge, et c'est là son bonheur, ne connaît pas de problème agraire" !

Aujourd'hui le foncier est une contrainte majeure. L'absence de titres de propriété est la cause d'innombrables contestations, et un empêchement majeur aux investissements. Et comme on l'a dit, le nombre des paysans sans terres augmente de façon inquiétante.

Le projet de loi foncière est en préparation (il devrait être adopté vers la mi-2001, *cn 142*) pour définir le régime général de propriété foncière et immobilière. Il s'agit de renforcer l'aspect juridique du droit de propriété.

Pour l'agriculture, le projet de loi doit aller plus loin : cadre de modes d'exploitation des terres, et notamment statut des baux ruraux, régime de l'exploitation agricole, procédures d'amé-

nagement foncier, régulation du marché des terres agricoles, ... Il faudrait à notre avis, partant de cette sécurisation juridique, tracer une **politique foncière rurale** prise en charge par le gouvernement.

Elle tiendrait compte de la viabilité des exploitations, de leurs dimensions, de la localisation des populations, de façon à exploiter les bonnes terres, elle étudierait le tracé des routes rurales, ... Il faudrait recréer des *espaces communaux* comme il en existait autrefois, pour la pêche, la forêt, les pâturages ... Ils ont été tirisés dans l'intention louable de les attribuer aux pauvres, mais au contraire les pauvres se sont trouvés exclus. Il faudrait sans doute créer de *grands chantiers d'infrastructures rurales*, non avec de grands moyens mécaniques mais à haute intensité de main d'œuvre selon la démarche promue par le BIT.

Promouvoir les organisations rurales et paysannes

Le gouvernement est conscient des enjeux importants qui s'attachent à une organisation professionnelle efficace du monde rural, tant au plan technico-économique qu'au plan social : il faut éviter que ne se creuse l'écart de développement entre les villes et les campagnes; Certaines actions ont déjà été entreprises :

- le plan de développement 1999-2010 de l'agriculture fait état de la nécessité de développer une politique de soutien aux organisations professionnelles agricoles;

- un séminaire organisé en en 2000 avec l'appui de la FAO montre que plus de 1000 organisations existent déjà;

- le sous-décret 17 du 7 avril 2000 indique la mission très claire du ministère de l'agriculture en faveur du soutien à la mise en place d'organisations professionnelles paysannes.

On signale souvent chez les agriculteurs de grandes réticences à l'idée de groupement, même pour assurer des fonctions de développement collectives. Cette situation est en train d'évoluer, notamment sous l'im-

pulsion de projets, et des associations paysannes apparaissent spontanément.

Il faudrait arriver à faire des associations de producteurs agricoles ou d'éleveurs de véritable force économique et sociale, avec une réelle capacité de négociation et de propositions. Il faudrait avant tout mettre les paysans "en situation d'être écoutés".

OU FAUT-IL INVESTIR ?

Les investissements que le secteur privé pourrait utilement prendre en charge concernent trois fonctions-clé :

- l'**approvisionnement et la distribution des intrants agricoles**, y compris les outils et les machines;

- la **transformation des produits agricoles**;

- la **distribution et la commercialisation des produits**.

Il y a aussi place dans ces trois secteurs pour des **producteurs organisés selon une philosophie coopérative ou apparentée**, pour obtenir, par la concurrence des deux systèmes fonctionnant en parallèle, un effet modérateur sur les prix des produits et services.

Mais pour amener les investisseurs privés à s'intéresser, il faut créer un cadre d'accompagnement incitatif, et là c'est tout l'environnement socio-économique qui compte.

Il y a aussi une place pour l'**agro-business** : riz, maïs, coton, fruits, soja, manioc, oléagineux, etc ... mais aussi dans les productions à haute valeur ajoutée comme le poivre, le tabac, et d'autres.

Enfin un secteur qui devrait attirer l'attention des investisseurs est celui de l'élevage,

destiné à porter, avec les **productions maraichères et fruitières** la croissance future dans le secteur agricole (étude prospective du CDRI février 2000). L'élevage contribue déjà pour 12 % dans la formation du PIB. Une action de rénovation de l'ensemble de la filière élevage se justifie par ailleurs vis à vis du développement du tourisme et de la santé publique.

L'implication du secteur privé pourrait porter sur le développement de la **filière lait** ainsi que la modernisation du **marché de la viande**. Des études existent et ont établi des propositions sur la nature et l'importance des investissements à réaliser dans l'immédiat.

On voit évidemment le formidable bénéfice que pourrait apporter le développement touristique à la modernisation de la filière élevage : le besoin est grand en particulier d'abattoirs modernes, répondant à des normes sanitaires élevées de construction et de fonctionnement. Le surcoût découlant du label sanitaire pourrait être facilement absorbé par la clientèle hôtelière.

La question des services de contrôle pourrait être traitée soit sous la responsabilité de l'administration, soit sous forme déléguée à des organismes privés dans le cadre de délégations contractualisées.

Les industriels privés pourraient être intéressés aussi soit par des investissements directs dans la **production ou l'appui à la production** (alimentaire, génétique) soit par l'**exploitation des abattoirs et des unités d'exploitation des produits** dans le cadre de concessions pluri-annuelles.

Le cadre de textes législatifs et réglementaires devrait être rénové (loi sur l'organisation du marché de la viande, règles d'hygiène et mesures d'incitation / repression pour garantir une filière sécurisée d'approvisionnement.



Où investir ?

approvisionnement et distribution des intrants y compris outils et machines;

Transformation des produits agricoles;

Distribution et commercialisation des produits;

Agro-business : riz, maïs, coton, fruits, légumes, soja, manioc, oléagineux, hévéas, poivre, tabac ...

L'élevage : filière lait, filière viande : abattoirs, production et appuis à la production, contrôles, ...

Cambodge
Nouveau
ne copie
personne
ne le copiez pas !
Citez - le !

A PROPOS ...

Frontières

Comme l'avait fait Me Say Bory dans *cn 139*, le cabinet du chef de l'opposition Sam Rainsy reprend, dans une lettre adressée au Roi le 23 octobre, l'argument selon lequel les traités de 1982, 1983 et 1985 signés entre le Cambodge et le Vietnam ne sont pas valables.

Le président de la Commission mixte chargée des questions de frontières Var Kim Hong nous dit qu'il a déjà répondu à ces

arguments dans *cn 140* : les traités sont bien valables. D'ailleurs la négociation sur les frontières peut s'en passer : on travaille sur les cartes, non sur ces traités.

Pour la borne de Trapeang Plong (*cn 139* et *140*), évoquée de nouveau par le Dr Say Bory dans un message à *Cambodge Nouveau* (elle aurait été déplacée avant 1988), M. Var Kim Hong indique qu'il n'y avait pas là de borne avant 1988, et que la bonne position de la borne actuelle implantée en 1988 a été



l'agriculture cambodgienne



Des moyens simples et efficaces pour l'Agriculture

un entretien avec J.C. Levasseur Représentant de la FAO

Diagnostic d'ensemble : la productivité est faible; les paysans ne gagnent pas assez d'argent; les villages restent pauvres, certains s'appauvrissent encore. Cependant **il existe un très grand potentiel agricole**. Le Programme Spécial de Sécurité Alimentaire (PSSA) installé au Cambodge par la FAO (*Food and Agriculture Organisation*) sur 7 sites-pilote depuis la mi-1997 ont donné de très bons résultats. Il ne s'agit encore que d'expériences limitées, qu'il faut absolument, maintenant, étendre, en se fondant sur les ressources locales, en ne demandant ni gros investissements ni techniques trop sophistiquées qui seraient inaccessibles aux villageois.

1. Augmenter les productions.

Pour cela, une composante essentielle : la **maîtrise de l'eau**, puisque le Cambodge souffre à la fois d'inondations et de sécheresse - à long terme la sécheresse étant sans doute encore plus contraignante que les inondations.

Mais aussi : il faut favoriser l'**élevage de petits animaux "à cycle court"** : poulets, canards, porcs. Avec un minimum d'intrants, des abris simples, et la pratique de la vaccination, on peut doubler, tripler, et jusqu'à décupler les ressources alimentaires au niveau des villages.

Une autre amélioration possible : **associer mieux riziculture et pisciculture**.

2. Augmenter les rendements

En moyenne, les rendements sont au Cambodge inférieurs à 2 t à l'ha pour le riz, alors qu'ils atteignent 3 à 4 tonnes en Thaïlande, 4 à 5 tonnes au Vietnam.

D'après nos informations en 1999, la production aurait excédé la consommation et libéré environ 400 000 tonnes pour l'exportation. Ainsi, il suffirait d'augmenter la production de 10 % (alors qu'il serait possible avec des moyens simples de l'augmenter de 100 %) pour avoir un excédent régulièrement exportable.

Comment augmenter les rendements ? Il est tout à fait possible, à partir de ce qui existe, sans faire appel à des techniques très différentes ni à de gros investissements, en veillant au maintien de la fertilité (compostières), de maîtrise de l'eau, du re-

rendements et la production.

Plusieurs éléments entrent en jeu pour améliorer les pratiques existantes :

- **il faut une meilleure maîtrise de l'eau** : - réaliser de systèmes d'irrigation et de drainage à partir de moyens locaux des fleuves et cours d'eau; - réaliser un meilleur

Il existe un très grand potentiel agricole. Depuis 2 ans, le PSSA démontre qu'on peut doubler les rendements et diversifier les productions avec des améliorations très simples

"planage" des parcelles; - on sème sur sol humide, mais souvent au Cambodge avec trop d'eau; il faut mieux aussi de temps à autres assécher les rizières pour que les racines aillent plus profond dans le sol et nourrissent mieux la plante;

- mieux **respecter le "calendrier technique"** du riz; on ne devrait pas en principe repiquer après le 15 octobre;

- repiquer moins serré, en ligne, avec des plants plus jeunes (pas plus de 15 jours) et avec moins de brins (idéalement le repiquage à un seul brin permet un meilleur thalage).

Dans le cadre du PSSA nous observons qu'avec la création de compostières, et certaines des améliorations mentionnées, en un à 2 ans les paysans améliorent réellement leurs rendements.

3. La diversification des productions est aussi une autre grande composante du PSSA. Les cultures de légumes, les cultures d'arrière-saison, l'élevage des animaux à cycle court (volaille, porcs), la pisciculture, l'arboriculture et la rizipisciculture offrent un champ de développement absolument considérable.

Comment répandre ces améliorations ?

C'est l'affaire avant tout du ministère de l'Agriculture et des programmes d'assistance qui soutiennent son action.

On organise des "écoles champêtres"

pour les volontaires -et ils sont beaucoup trop nombreux ! On est obligé de choisir des villages et d'opérer une sélection rigoureuse.

On décide avec les paysans d'un axe prioritaire à développer : culture du riz, poissons, fruits, ... on discute de la façon de procéder, et on suit ce thème.

L'encadrement, dans une seconde étape, est fourni par des paysans qui ont bien assimilé et qui animent les autres villages. Il y a fait bien sûr une petite incitation financière, mais cela reste très faible au regard des autres programmes et projets soutenus par les grands bailleurs de fonds.

Le micro-crédit

Il peut jouer aussi un rôle très important. Pour la garantie indispensable à l'attribution des prêts, on crée des associations de paysans solidaires pour le remboursement. Mais on devrait aller au-delà : la création d'un *fonds de garantie*, alimentés par des bailleurs de fonds. Il y aurait parité paysans-bailleurs de fonds au niveau de la gestion. Ce fonds de garantie pourrait éventuellement servir à boucher le trou en cas de défaillance, mais les paysans seraient impliqués de façon très solidaire. La FAO a mené avec succès de nombreux programmes de ce type dans beaucoup de pays en développement.

La Banque de Développement Rural du Cambodge est l'instrument désigné pour la mise en place de ces financements. Mais ce qui manque aujourd'hui c'est l'étagage en dessous. Pour cela il peut être fait appel à une ONG, à des coopératives, à des associations.

Au total, ces améliorations créeront des emplois et permettront de retenir les villageois dans les villages.

Deux inquiétudes

- **les investissements privés dans l'agriculture sont très faibles**; et il y a un grand décalage entre les intentions et les réalisations. Il est à craindre que ce problème demeure tant que la question foncière n'aura pas été résolue. Seule la garantie que donne la propriété du sol est de nature à permettre la création d'un courant d'investissements fort et durable;

- dans le budget, **l'Agriculture est réduite à la portion congrue**. Il y a un décalage important entre les discours officiels -l'Agriculture faisant en principe partie des priorités avec l'Éducation et la Santé-, et la réalité.



A PROPOS ...

récemment vérifiée par GPS.

Exposition de Bouddhas

Inaugurée le 27 octobre par S. E. Madame Norodom Bopha Devi, ministre de la Culture et des Beaux-Arts, en présence de nombreuses personnalités, une exposition permanente présente dans l'aile nord du Musée, rénovée, 131 Bouddhas post-angkorien.

La période post-angkorienne s'étend de 1431 -abandon d'Ang-

kor- au vingtième siècle.

Ces Bouddhas, 30 en bois, 99 en métal, 2 en grès, recueillis dans les provinces qui entourent le Tonle Sap, proviennent des très riches réserves du Musée et de la Conservation d'Angkor.

Une plaquette de plus de 35 pages, réalisée par le directeur du Musée national Khun Samen, avec les indications de Madeleine Giteau, donne une description de chacune des statues, et des indications précises sur les gestes, les vêtements, les parures, les motifs

décoratifs utilisés, et sur la vie du Bouddha.

CAMBODGE
NOUVEAU
le journal
des
dépêches
votre
meilleur
investissement



directeur de la publication Chea Savuth
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel
Mise en pages Pen Mary
Cartographie Sambath Houth
Impression CIC Centre Informatique
du Cambodge
58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU

est vendu sur abonnement seulement
exemplaire gratuit sur demande

tel 023 214 610 mob 012 803 410

E-mail cn@forum.org.kh



MEDIAS

Reprises

La croissance est forte dans la quasi-totalité des pays asiatiques. Pour les 4 mois mai-août 2000, le PNB a augmenté, par rapport aux mêmes mois de 1999, de :

Hong Kong 10,8 %; Corée du Sud 9,6 %; Malaisie 8,8 %; Chine 8,3 %; Singapour 8 %; Thaïlande : 6,6 %; Taiwan 5,4 %; Indonésie 4,1 %; Australie 4,7 %; Philippines 4,5 %.

[d'après *Far Eastern Economic Review* 26.10]

Électronique : dépendances

La contribution de la construction électronique à cette croissance est très forte. Les exportations de produits pour l'électronique ont augmenté pendant le premier semestre 2000 de 28 % en Malaisie, 38 % à Taiwan, 50 % en Chine et 94 % en Corée du sud.

Ces exportations représentent 60 % des exportations totales des Philippines, 53 % de celles de Singapour, 34 % pour la Malaisie, 33 % pour Taiwan, 25 % pour la Thaïlande, etc ...

Au total les exportations de produits électroniques vers les Etats-Unis ont atteint 58 milliards de dollars pour les six premiers mois de 2000 (47 mil-

liards pour toute l'année 1999). La crainte est qu'un ralentissement de la croissance des pays développés n'ait de sévères répercussions sur les exportations, et la croissance, de tous ces pays exportateurs.

[d'après *Far Eastern Economic Review* 26.10]

ASEM : 3ème réunion

Les pays de l'ASEM (Europe-Asie) ont tenu leur troisième réunion à Séoul les 20 et 21 octobre. Il y a eu peu de résultats concrets. Les 26 membres (15 de l'Union Européenne, 10 Asiatiques, et la Commission de l'UE) sont convenus d'augmenter le dialogue politique; de travailler ensemble à mieux contrôler les armements; de faire face aux problèmes d'environnement; de combattre le crime international. Ils se sont engagés à promouvoir et protéger tous les droits de l'Homme; mais ont rappelé le principe de non-ingérence dans leurs affaires intérieures.

Ils appuient la réconciliation entre les deux Corée. Cependant l'unanimité ne s'est pas faite vis à vis de la Corée du Nord : l'Allemagne, la Grande Bretagne et l'Espagne vont établir des relations diplomatiques, la

France attend des signes d'évolution de la part de Pyongyang.

L'ASEM a été créée en 1994 pour répondre à l'APEC, "axe Etats-Unis - Asie".

[d'après *Bangkok Post* 23.10]

Croissance contre pauvreté

"La croissance économique est une arme magique contre la pauvreté", a déclaré le Premier ministre à l'Ecole Royale d'Administration; "Pour que les pauvres profitent de la croissance, il faut promouvoir une meilleure santé et une meilleure éducation, notamment pour les filles, l'organisation d'une sécurité sociale pour les gens vulnérables".

"La stratégie du gouvernement pour diminuer la pauvreté est basée sur 3 points : un taux de croissance de 6 à 7 % par an; une juste répartition des fruits de la croissance; une meilleure gestion des ressources naturelles".

Pauvreté en diminution dans les villes

Selon le ministre du Plan Chhay Than, la proportion des gens au-dessous du seuil de pauvreté est passée de 39 % en 1993-94 à 35,9 % en 1999.

La pauvreté a reculé beaucoup plus dans les villes que dans les campagnes. Pour les villes hors Phnom Penh : de 37 % en

1993 à 25 % en 1999. Pour Phnom Penh de 11 % en 1993 à 10 % en 1999.

[d'après *Damneung, Pel Lngeach* 17.10. tr. *The Mirror*]

Police : réduire les effectifs

Les effectifs de la Police devraient passer en 5 ans de 60 000, dont 30 % de "fantômes", à 20 000. Cela permettrait de mieux rémunérer les policiers de base.

[d'après *Khmer Amatak*, 23.10. trad. *The Mirror*]

Sam Rainsy : nouvelle stratégie ?

Revenu en France le 10 octobre, M. Sam Rainsy, président du PSR, a déclaré qu'il allait diminuer ses attaques contre le gouvernement de Hun Sen et rassembler ses forces pour le développement du pays. C'est parce qu'il s'aperçoit que sa politique passée ne profite pas à son parti, ni au développement du pays. Au contraire, le PSR est continuellement divisé par des conflits internes.

D'autre part, son opposition à l'aide internationale et à l'attitude des pays étrangers, qui sont favorables au gouvernement Hun Sen, diminue son influence sur la scène internationale. Voyant cela, il change d'idée et demande maintenant l'aide des pays étrangers.

[d'après *Meatophum* 16-20.10., trad. *The Mirror*].



indochine
INSURANCE

Service d'Assistance 24h/24

- Spécialistes en alerte prêts à intervenir sur simple appel.
- Ligne téléphonique dédiée.
- Service de nuit en coordination avec la police.
- Intervention immédiate sur les lieux de l'accident.
- Assistance à la rédaction du constat.
- **Service Gratuit**, dans la lignée des garanties offertes par Indochine Insurance.

"La raison du plus fort est toujours la meilleure."!

© Jean de La Fontaine 1621 - 1695



*Soyez exigeant,
Choisissez*



indochine
INSURANCE

UNE COUVERTURE TOTALE EN TOTALE CONFIANCE

No Problem Park - N°55, Rue 178 - Phnom Penh - Royaume du Cambodge
Tel : 210 701 / 210 761 - Fax : 210 501 - Email : info@indochine.com.kh - Internet : www.indochine.net